Informations de base

2017/2703(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation en République démocratique du Congo **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux **Zone géographique** Congo RD, ex-Zaïre	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
13/06/2017	Débat en plénière		
14/06/2017	Décision du Parlement	T8-0264/2017	Résumé
14/06/2017	Résultat du vote au parlement		
14/06/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2017/2703(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0397/2017	12/06/2017	
Proposition de résolution		B8-0398/2017	12/06/2017	
Proposition de résolution		B8-0399/2017	12/06/2017	
Proposition de résolution		B8-0400/2017	12/06/2017	
Proposition de résolution		B8-0401/2017	12/06/2017	
Proposition de résolution		B8-0402/2017	12/06/2017	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0264/2017	14/06/2017	Résumé

Résolution sur la situation en République démocratique du Congo

2017/2703(RSP) - 14/06/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation en République démocratique du Congo (RDC).

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL et Verts/ALE.

Les députés se sont montrés préoccupés par la détérioration de la situation politique, sécuritaire et humanitaire en RDC. Ils ont demandé la constitution d'une **commission internationale d'enquête**, comprenant des experts des Nations unies, pour faire la lumière sur les violences dans la région du Kasaï où des accrochages se sont produits en août 2016 entre l'armée congolaise et des milices locales, provoquant une crise humanitaire et entraînant le déplacement de plus de un million de civils et le massacre de plus de 500 personnes.

Les États membres devraient soutenir politiquement et financièrement cette commission d'enquête.

Violations des droits de l'homme: le Parlement a condamné fermement les violations massives des droits de l'homme et a exigé la libération immédiate des personnes détenues illégalement, notamment les journalistes, les membres de l'opposition et les représentants de la société civile. Il a demandé à tous les acteurs politiques de poursuivre le dialogue politique.

Les députés ont rappelé le devoir du gouvernement de respecter, protéger et promouvoir les libertés fondamentales en tant que base de la démocratie.

Les députés ont également appelé à **mettre fin à l'utilisation illicites d'enfants soldats**, qui pourraient constituer des crimes de guerre au regard du droit international. Ils se sont montrés favorables à l'emploi de **sanctions** par l'Union européenne visant les personnes responsables de graves atteintes aux droits de l'homme.

Élections libres et régulières: rappelant l'engagement du gouvernement de la RDC d'organiser des élections transparentes, libres et régulières pour déboucher sur une passation de pouvoir pacifique, les députés ont demandé la **création immédiate d'un conseil national pour suivre le processus électoral**, conformément à l'accord politique de 2016 conclu sous les auspices de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui prévoit une transition politique devant déboucher sur des élections présidentielles libres et régulières qui seront organisées avant la fin de l'année 2017.

Situation humanitaire: face à la situation humanitaire alarmante en RDC, notamment les déplacements de populations, l'insécurité alimentaire, les épidémies et les catastrophes naturelles, le Parlement a demandé à l'Union européenne **d'augmenter son soutien financier** ainsi que l'aide humanitaire, par l'intermédiaire d'organisations fiables, afin de répondre aux besoins urgents de la population.

Enfin, le Parlement a réaffirmé son soutien aux Nations unies, à l'Organisation internationale de la francophonie et à l'Union africaine en vue de faciliter le dialogue politique et demande l'intensification de l'engagement dans la région des Grands Lacs, afin de prévenir toute déstabilisation régionale supplémentaire.